

## PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous proposerons une refondation démocratique des traités européens par la négociation en demandant la fin du dumping fiscal à l'intérieur de l'UE par l'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE. Au niveau national, nous obligerons les entreprises à déclarer leurs résultats pays par pays et de taxer les bénéfices des entreprises là où ils sont réalisés. Nous agirons contre l'évasion fiscale au niveau international, notamment en organisant le blocus des paradis fiscaux et nous renforcerons les moyens humains et techniques de l'administration fiscale et des douanes.

## PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous proposons une révolution fiscale qui rendra notamment l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui. Nous mettrons fin au quotient conjugal qui favorise les inégalités salariales entre femmes et hommes et nous remplacerons l'injuste quotient familial actuel par un crédit d'impôt par enfant. Nous évaluerons également chacune des niches fiscales et nous supprimerons les niches injustes, inefficaces socialement ou nuisibles écologiquement.

## PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> Le programme l'Avenir en Commun prévoit de tenir enfin l'objectif de consacrer 0,7% du revenu national brut au budget de l'aide publique au développement. Nous mettrons en œuvre les dispositifs légaux pour atteindre cet objectif.	

## PROPOSITION

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b> La proposition 19 de l'Avenir en commun s'intitule "Mettre au pas la finance" et prévoit entre autres la séparation des banques d'affaires et de détail, le contrôle des mouvements de capitaux et l'instauration d'une taxe réelle sur les transactions financières.	

## PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Le livret programmatique "Une France indépendante au service de la paix" (disponible à l'adresse suivante : <https://avenircommun.fr/livret-garde-nationale-defense/>) prévoit que l'aide publique au développement sera en priorité destinée à la réduction de la pauvreté, des inégalités, à l'accès à la santé et l'éducation et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

## PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous prévoyons la transition énergétique de la France pour atteindre un objectif de 100% d'Énergies renouvelables en 2050 avec la sortie du nucléaire et des Énergies fossiles.

## PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	
Le livret thématique "Pour une agriculture Ecologique et paysanne" ( <a href="https://avenircommun.fr/livret-agriculture/">https://avenircommun.fr/livret-agriculture/</a> ) prévoit l'abandon des objectifs d'intégration d'agrocarburants et des mesures d'incitation. A terme, il s'agit d'interdire les agrocarburants qui entrent en compétition avec les usages alimentaires, sauf pour l'autonomie de la ferme elle-même.	

## PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

9

S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

## PROPOSITION

10

Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="checkbox"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="checkbox"/>
Commentaires :	

L'ensemble de nos propositions pour engager la transition de l'agriculture sont disponibles à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/livret-agriculture/> . Notre projet au niveau national sera une vitrine pour la défense de ce modèle au niveau européen et au niveau international.

## PROPOSITION

11

Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

L'ensemble de nos propositions sur la politique migratoire et d'accueil des réfugiés de la France sont disponibles dans le livret thématique "Respecter les migrants, régler les causes des migrations" : <https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/>

## PROPOSITION

12

Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Nous refonderons la politique européenne de contrôle des frontières extérieures, en refusant la militarisation et l'externalisation de la politique de contrôle des flux migratoires. L'ensemble de nos propositions sur la politique migratoire et d'accueil des réfugiés de la France sont disponibles dans le livret thématique "Respecter les migrants, régler les causes des migrations" : <https://avenirencommun.fr/le-livret-migrations/>

## PROPOSITION

13

Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b>  La mesure 17 "Instaurer un protectionnisme solidaire pour produire en France" prévoit d'imposer le respect de normes sociales et écologiques pour la commercialisation de produits importés en France. Nous augmenterons immédiatement les droits de douane pour les pays aux droits sociaux limités.	

## PROPOSITION

14

Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

<b>JE M'ENGAGE</b> <input checked="" type="radio"/>	<b>JE NE M'ENGAGE PAS</b> <input type="radio"/>
<b>Commentaires :</b>  Nous dénoncerons notamment les accords de partenariat Economique avec les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique, destructeurs de leurs économies et de leur agriculture.	

# PROPOSITION

15

Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE <input checked="" type="checkbox"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="checkbox"/>
---	---

Commentaires :

Les mesures que nous prendrons pour abolir le patriarcat au niveau national sont consultables dans le livret thématique dédié : <https://avenircommun.fr/livret-de-legalite/>  
Nous porterons ce combat contre les discriminations à l'égard des femmes dans toutes les instances européennes et internationales.

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : CHALARD  
Prénom : Emilia  
Département : Dordogne  
4<sup>e</sup> circonscription  
La France Insoumise

Date : 03/06/2017

Signature :

